

LA LIGNE
NOUVELLE
DU SUD-OUEST



SYNTHÈSE

Les ateliers territoriaux



JANVIER 2026

EN BREF

À l'été et à l'automne 2025, les partenaires de la Ligne Nouvelle du Sud-Ouest (l'État, la SGPSO, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions) ont invité les acteurs des territoires à participer à une série d'ateliers participatifs organisés à Toulouse, Montauban, Agen, Bordeaux, Mont-de-Marsan et Dax.

Ces ateliers ont eu pour objectifs d'aller à la rencontre des acteurs publics et privés concernés par l'arrivée de la Ligne Nouvelle, de répondre à leurs questions et d'explorer avec eux les pistes de travail à creuser pour créer ensemble les conditions pour une bonne insertion de la Ligne dans les territoires. Les questions sur l'infrastructure elle-même (opportunité, tracé, ...) n'entraient pas dans le périmètre de la démarche et ont été transmises à la SNCF.



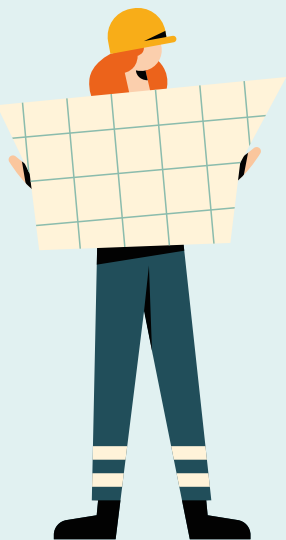
6
ateliers

108
participants

28
groupes
de travail

183
propositions d'actions
pour l'insertion de la
Ligne Nouvelle dans
les territoires

89%
des participants ont
exprimé leur souhait
de participer à
d'autres rencontres



Les principaux

AGEN - 17 juin 2025

Lors de cet atelier, les participants ont mis l'accent sur **l'accessibilité, l'économie locale, l'environnement et la maîtrise foncière.**

En termes de **mobilité**, l'atelier d'Agen a mis l'accent sur le désenclavement du territoire, avec des propositions pour relier la future gare d'Agen-Brax aux zones rurales via la réactivation des lignes Agen-Auch et Agen-Périgueux. L'intermodalité est centrale, avec par exemple la création de navettes entre gares, de parkings relais, de pistes cyclables sécurisées et de tarifs sociaux. Le fret ferroviaire est aussi mis en avant.

Sur le plan **économique**, la LGV est vue comme un levier pour attirer entreprises et touristes, avec une stratégie de développement territorial volontariste en termes de promotion des territoires et d'aménagement économique. Pour les participants, le chantier devrait générer davantage d'emplois locaux via des clauses d'insertion et un accompagnement des sous-traitants.

Pour **l'environnement**, les participants proposent des projets de renaturation (trame bocagère, corridors écologiques) et une stratégie de résilience climatique, qui pourraient être soutenus par le Fonds de Solidarité Territoriale (FST). La maîtrise foncière (PLUi, SCoT) est jugée essentielle pour lutter contre la spéculation immobilière, ainsi qu'un dialogue renforcé avec la SNCF pour intégrer les besoins locaux.

TOULOUSE - 23 juin 2025



Les participants ont mis l'accent sur trois piliers : **la mobilité, l'économie et l'environnement.**

Sur la **mobilité**, il est proposé de développer le fret ferroviaire via des embranchements dédiés aux zones d'activités, ainsi que des solutions multimodales de rabattement vers les gares. L'objectif est de créer un réseau intégré pour le Grand Bassin Toulousain, avec une offre TER et un Service Express Régional Métropolitain (SERM) pour l'agglomération toulousaine.

Sur le plan **économique**, les propositions visent à anticiper les retombées du chantier en organisant des forums emploi dans les gares et en créant un guichet unique d'information pour les acteurs locaux. Est soulignée l'importance de réhabiliter les zones en déprise et de renforcer les coopérations territoriales / transfrontalières (Espagne, Nouvelle-Aquitaine).

Pour **l'environnement**, les participants insistent sur des compensations écologiques et agricoles qui pourraient être soutenues par le Fonds de Solidarité Territoriale (FST), avec des projets de renaturation et de corridors écologiques. Ils appellent à impliquer les agriculteurs et associations locales sur ces questions.



Les retours des 6 ateliers



MONTAUBAN - 3 juillet 2025

Les échanges ont porté sur l'**intermodalité, l'économie locale et la transition écologique**.

Pour la **mobilité**, les participants prônent un « hub multimodal » autour de la future gare pour faciliter l'accès quotidien, en tenant compte des correspondances et en améliorant les liaisons TER vers les territoires voisins. Ils insistent aussi sur l'importance d'amener les entreprises locales à développer le fret ferroviaire.

Sur le plan **économique**, l'accent est mis sur l'attractivité de la gare et de son quartier. Ils proposent de valoriser les filières locales et de créer un pôle d'excellence innovant pour retenir les compétences. La maîtrise foncière (via la création d'outils comme des observatoires) est citée comme un outil clé pour éviter la spéculation.

Pour l'**environnement**, les propositions portent sur l'association des acteurs locaux dans la conception des mesures de compensations écologiques, mais aussi sur l'importance d'inclure le monde agricole dans la réflexion et d'accompagner la transition agroécologique.

MONT-DE-MARSAN

- 12 novembre 2025

Les contributions reflètent une volonté de **désenclavement et de durabilité**.

En termes de **mobilité**, les participants demandent une connexion fluide entre la gare existante et la nouvelle. Ils soulignent l'importance d'une politique tarifaire attractive pour les TER et d'un pôle intermodal avec covoiturage et transports à la demande.

Sur le plan **économique**, les participants voient l'arrivée de la Ligne comme une opportunité pour développer le rayonnement du territoire, culturel et touristique. Ils soulignent l'enjeu d'anticiper les besoins en termes de logements et de services (notamment publics), y compris pendant la phase de chantier.

Pour l'**environnement**, les participants insistent sur la cartographie des impacts pour des compensations ciblées et sur le report modal pour réduire les émissions de CO₂. Ils alertent sur les ressources en eau et la nécessité de préserver les écosystèmes locaux.

DAX - 27 novembre 2025

Les propositions formulées par les participants visent à renforcer l'**accessibilité et l'attractivité du territoire tout en maîtrisant les effets négatifs potentiellement générés par l'arrivée de la Ligne**.

En termes de **mobilité**, les participants plaident pour un maillage de transports en commun en adéquation avec les horaires des trains, pour des solutions de mobilité inclusive (TAD, covoiturage) et pour une meilleure interconnexion entre modes de transport (outil numérique unique, tarifs attractifs). L'accessibilité pour les PMR et le transport de vélos dans les trains sont aussi prioritaires.

Sur le plan **économique**, ils proposent des études fines pour anticiper les besoins en logements, écoles et services, tout en maîtrisant l'attractivité via les documents d'urbanisme (PLUi). Les participants demandent une information large et accessible sur les besoins des chantiers pour générer des emplois locaux.

Pour l'**environnement**, les participants appellent à aller au-delà des compensations réglementaires en impliquant les acteurs locaux (chasseurs, agriculteurs) et en garantissant leur mise en œuvre et leur suivi dans le temps. Ils soulignent aussi l'importance de décarboner les transports (fret, report modal) et de veiller à réduire l'empreinte carbone de la ligne.

BORDEAUX - 28 novembre 2025

Les échanges ont porté sur l'**articulation entre LGV et réseaux locaux, l'économie et la transition écologique**.

En termes de **mobilité**, les participants proposent la création de TER express entre la gare nouvelle et les centralités secondaires, ainsi que le renforcement des Intercités Bordeaux-Marseille pour dynamiser l'usage du train. Ils insistent sur la desserte fine du territoire et sur l'aménagement des abords des gares (pistes cyclables, parkings vélos sécurisés).

Sur le plan **économique**, ils veulent éviter les territoires « dortoirs » en développant des poumons économiques locaux (technopôles, éco-tourisme) et en anticipant les retombées du chantier et leur temporalité. La complémentarité entre les villes desservies est un enjeu clé.

Pour l'**environnement**, les propositions portent sur la réduction des impacts du chantier (limiter les apports de matériaux extérieurs) et sur la décarbonation des transports avec notamment le développement du fret sur les sillons libérés, la régulation des liaisons aériennes et une meilleure attractivité du train face à l'avion (tarifs).



Comment les acteurs perçoivent-ils les effets de l'arrivée de la Ligne sur leurs territoires ?

Les territoires partagent une dualité entre ruralité et attractivité urbaine, avec des enjeux communs de désenclavement, d'accès à la mobilité durable et de préservation de la qualité de vie.

Les participants des ateliers d'Agen, Montauban et Mont-de-Marsan soulignent leur enclavement et leur dépendance à la voiture, tandis que les participants de Toulouse et Bordeaux mettent en avant l'attractivité et le rôle de carrefour de leurs territoires.

L'agriculture, l'industrie locale et le tourisme présentent des opportunités de développement local avec l'arrivée de la ligne, mais la maîtrise foncière, l'intermodalité, et l'intégration paysagère des infrastructures sont des défis partagés.

Quels sont les sujets et enjeux prioritaires à travailler selon eux ?

- **L'accès à la gare et l'intermodalité** : tous les territoires insistent sur la nécessité de travailler sur l'accès aux gares (transports en commun, mobilités douces, fret ferroviaire).
- **Le renforcement des trains du quotidien** : l'enjeu de développer l'offre de TER et d'Intercités, permis par le doublement des lignes, est souligné par tous.
- **Le développement économique et l'emploi** : la formation, la création d'entreprises et l'attractivité économique sont des enjeux clés, notamment pour retenir les jeunes et les cadres.
- **La maîtrise foncière et l'environnement** : la renaturation, la trame verte/bleue et les compensations environnementales sont des préoccupations fortes.
- **La communication et la concertation** : une communication renforcée et une concertation durable sont demandées pour réduire les inégalités territoriales et impliquer les acteurs locaux.

